

Proposition de points saillants pour la plateforme de Québec solidaire De l'audace pour une cible à la Greta Thunberg de 67% et non de 45%

« Pour lutter contre les changements climatiques, Québec solidaire s'engage à adopter une Loi sur le climat pour réduire d'au moins 45 % les gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990, d'ici 2030, en vue d'atteindre la carboneutralité au plus tard en 2050. » Tel est l'incroyable première phrase de la proposition de plateforme électorale 2022 de Québec solidaire qui sera soumise au congrès de novembre 2021. Québec solidaire, qui se vante de son parti-pris climatique, propose au peuple québécois de faire moins que le service minimum requis par le rapport 1.5°C du GIEC-ONU de 2018, pourtant relativement moins alarmiste que celui d'août dernier. Rappelons que le congrès Solidaire de 2016 avait fixé une cible de 67% que le Conseil national du printemps 2018 a réduit à 45% pour soi-disant motif d'urgence afin de se conformer au plan de réduction de GES de 2018 jamais ni discuté dans les instances de base du parti ni encore moins ratifié par un congrès ou un conseil national... et abandonné depuis lors.

Cette minimum moyenne mondiale ne tient compte ni du principe de la responsabilité différenciée établie à Rio en 1992, ni des points de bascule, peut-être déjà enclenchés, menant vers la terre-étuve et ni des scénarios alternatifs du GIEC derrière ce minimum 45% pétri de capitalisme vert composé d'énergie nucléaire, de technologie apprenti-sorcier captation-séquestration à la mode coûtant des billions de dollars et du nouvel extractivisme tout électrique écologiquement et socialement aussi dommageable que celui des hydrocarbures (Marc Bonhomme, [Le « Sommaire pour les décideurs » du rapport « Le réchauffement global à 1.5°C » du GIEC -- Un exercice d'équilibre entre science et politique qui freine l'urgence d'agir](#), Presse-toi-à-gauche, 15/11/18). (Mais voilà que la fuite médiatique dans un média espagnol concernant le rapport sur les solutions remet en question ce choix politiquement contraint.)

Les banques, dont celles canadiennes, sont le moteur menant à la catastrophe annoncée

Le rapport du GIEC d'août révèle que le budget carbone qui nous donne les meilleures chances de rester en dessous de 1,5°C s'épuise en moins de 5 ans et demi à notre taux d'émission actuel. Peut-être que quelqu'un devrait demander aux personnes au pouvoir comment ils prévoient de « résoudre » cela ? » de réagir Greta Thunberg dans son tweet du 9 août en se basant sur le tableau suivant du rapport qu'elle reproduit :

Global warming between 1850–1900 and 2010–2019 (°C)		Historical cumulative CO ₂ emissions from 1850 to 2019 (GtCO ₂)					
1.07 (0.8–1.3; likely range)		2390 (± 240; likely range)					
Approximate global warming relative to 1850–1900 until temperature limit (°C)*(1)	Additional global warming relative to 2010–2019 until temperature limit (°C)	Estimated remaining carbon budgets from the beginning of 2020 (GtCO ₂)					Variations in reductions in non-CO ₂ emissions*(3)
		Likelihood of limiting global warming to temperature limit*(2)					
		17%	33%	50%	67%	83%	
1.5	0.43	900	650	500	400	300	Higher or lower reductions in accompanying non-CO ₂ emissions can increase or decrease the values on the left by 220 GtCO ₂ or more
1.7	0.63	1450	1050	850	700	550	
2.0	0.93	2300	1700	1350	1150	900	

Les catastrophes climatiques de l'été ont prouvé hors de tout doute la véracité scientifique du dernier rapport du GIEC-ONU d'août 2021, un « *code rouge pour l'humanité* » de dire le secrétaire-général de l'ONU, sans que les gouvernements de ce monde ne reprennent la balle au bond... et encore moins la campagne électorale fédérale canadienne ni celle allemande. « *L'ONU a examiné les 113 [sur 191] des contributions nationales déterminées — NDC selon l'acronyme anglais — qui avaient été soumis fin juillet, à l'approche de Glasgow [COP-26]. Ses conclusions donnent à réfléchir. Malgré ces nouveaux engagements, les émissions devraient augmenter de 16 % d'ici 2030 [par rapport à 2010], ce qui, si rien de plus n'était fait, entraînerait un réchauffement de 2,7 °C au-dessus des moyennes préindustrielles d'ici la fin du siècle.* » (Catherine Brahic, Environment editor for The Economist, [The Climate Issue, 20/09/21](#)).

Depuis l'Accord de Paris en 2015 les grandes banques mondiales ont investi 3800 milliards \$ dans les énergies fossiles dont la moitié par celles étasuniennes et canadiennes. On connaît au Québec la réticence de Desjardins et de la CDPQ à se retirer de ce secteur malgré les pressions populaires et même les pertes de leurs placements tant pèse politiquement leur solidarité pan-canadienne. Attendre les banques et les autres acteurs de la Finance c'est attendre Godot surtout si l'on compte sur elles pour financer la transition énergétique... si c'est payant. Soyons clairs : il n'y aura pas de rupture-transition climatique à la vitesse grand V réclamée par le diagnostic du GIEC sans l'expropriation de la Finance ce qui implique comme condition nécessaire mais non suffisante la rupture indépendantiste avec le Canada pétrolier du *Quebec bashing* dont la campagne électorale fédérale a révélé la profondeur (La Presse canadienne, [Débat en anglais : l'Assemblée nationale condamne à l'unanimité le « Québec bashing »](#), Radio-Canada, 14/09/21).

Des années de comparaison variées : L'art de semer la confusion et de booster sa contribution

Si les cibles intermédiaires de GES visent très généralement l'année 2030, et celles finales de zéro l'année 2050 en utilisant le subterfuge de la « carbonneutralité », l'année de comparaison ne fait pas consensus ce qui sème la confusion. Les gouvernements des pays du vieil impérialisme, afin de maximiser le pourcentage de baisse pour faire bonne figure, vont prendre comme référence l'année 1990 si leurs émanations de GES ont baissé notablement depuis lors, comme c'est le cas de l'Union européenne, sinon l'année 2005 car la plupart du temps la Grande récession de 2008-2009 et ses suites de croissance molle ont automatiquement causé une baisse momentanée des GES dans ces pays... sauf pour le Canada en ce qui concerne les pays du G-7 comme il a été noté durant la campagne électorale fédérale qui vient de s'achever. Pour les pays dit émergents tel la Chine, la croissance des GES n'a eu de cesse, à cause de la hausse drastique de leur développement industriel et urbain tiré par l'exportation des produits de consommation de masse vers les pays du vieil impérialisme ce qui signifie l'importation de leurs GES.

Les scientifiques du GIEC, pour à la fois éviter ces tours de passe-passe des gouvernements impérialistes, éviter un point de comparaison aberrant pour les pays émergents ce qui aurait pu aller jusqu'à proposer des hausses par rapport à 1990 et surtout signifier l'ampleur réel de l'immédiat effort à accomplir, ont pris l'année 2010 comme année de comparaison. « *Les modèles climatiques nous indiquent que pour que les températures moyennes mondiales restent*

inférieures à l'objectif de 1,5 °C de l'accord de Paris, les émissions doivent être 45 % inférieures en 2030 à ce qu'elles étaient en 2010. » (Catherine Brahic, Environment editor for The Economist, [The Climate Issue, 20/09/21](#)). Il n'en reste pas moins que ce jeu des points de comparaison ont permis aux pays du vieil impérialisme d'annoncer des cibles officielles, lors de la conférence internationale de la présidence Biden en avril 2021, qui dépassent 45%... sauf celle du Canada. Elles sont pour l'Union européenne 55% par rapport à 1990, pour le Royaume-Uni 68% par rapport à 1990, pour les ÉU 50% par rapport à 2005 et pour le Japon 54% par rapport à 1990.

Les cibles « bullshit » (Greta Thunberg) des grands pays atteintes par des solutions miracles

Quant au Canada abonné au pétrole bitumineux et au gaz de schiste, il se contente de maintenir la cible officielle du GIEC-ONU d'une baisse d'au plus 45%... par rapport à 2005 ce qui n'est que de 32% par rapport à 1990. Ces cibles officielles, Greta Thunberg les traitent de « *bullshit* » tellement elles ne tiennent pas compte de la responsabilité historique des anciens pays industrialisés, principe établi à Rio, ni des points de bascule (fonte des glaciers, pergélisol, disparition des forêts tropicales...), qu'elles supposent une importante augmentation du nucléaire et le recours à des technologies d'apprentis-sorciers de captage-enfouissement des GES et de forestation gargantuesque et surtout qu'elles sont des paroles en l'air sans plan d'action suffisant à l'avenant. Cette critique s'adresse par la bande au GIEC-ONU lui-même dont l'objectif de 45% par rapport à 2010 comporte les mêmes déficiences.

Pour arriver à ces cibles insuffisantes, selon l'estimé conservateur de The Economist basé sur les données de Climate Action Tracker, il faudrait que les grands pays mentionnés commencent dès maintenant à réduire de plus de 3% par année leurs émanations de GES (The Economist, [How climate targets compare against a common baseline, 7/08/21](#)) alors que les émanations mondiales sont toujours en hausse malgré l'interruption pandémique de 2020 (Our World in Data, [CO₂ and Greenhouse Gas Emissions](#), visité le 16/08/21 et Alexandre Shields, [Forte hausse des GES attendue en 2021 dans le monde](#), Le Devoir, 21/04/21).

Quant au gouvernement canadien, il a inauguré discrètement la période électorale en restant fidèle à ses contradictions par l'annonce d'un projet de 60 forages pétroliers au large de Terre-Neuve jugé sans répercussions majeures (Alexandre Shields, [Un projet de 60 forages pétroliers jugé sans répercussions majeures](#), Le Devoir, 14/08/21) tout en maintenant sa volonté de bonifier l'oléoduc bitumineux de Trans Mountain. Le gouvernement canadien, comme les autres, compte sur les miracles technologiques mais surtout sur de gigantesques plantations d'arbres. Il en faudrait une quantité gargantuesque sur le dos des peuples autochtones, en concomitance contradictoire avec l'exploitation pétrolière bitumineuse, les mines à ciel ouvert du nouveau paradigme tout électrique... et une continuelle coupe forestière, et des paysannats mondiaux mises en contribution par le mécanisme REDD+, pour faire une différence sans compter le temps long de leur croissance et le risque de feux de forêts de plus en plus grand et de coupes (il)légalles.

Lorsqu'à la mi-2021, le représentant étasunien Kerry a été cité en faveur de mythiques stratégies technologiques – « *Les scientifiques, non pas n'importe qui en politique, mais des*

scientifiques, me disent que 50 pour cent des réductions que nous devons faire proviendront de technologies que nous n'avons pas encore mises au point » – Greta Thunberg a répondu par le tweet : « Excellente nouvelle ! J'ai parlé à Harry Potter et il m'a dit qu'il ferait équipe avec Gandalf, Sherlock Holmes & The Avengers et qu'il commencerait tout de suite ! » Rappelons que le programme Solidaire dit qu'il faut « rejeter [...] les fausses solutions techniques qui n'engagent pas de réelles réductions d'émissions des gaz à effet de serre (les agrocarburants, la géo-ingénierie, le stockage du carbone, etc.) »

Les scientifiques du GIEC luttent pour un tournant « pendre soin » rejetant la cible de 45%

Comme le relate André Noël dans la revue Ricochet ([Un rapport inédit du GIEC prône la décroissance pour prévenir la catastrophe climatique](#), 16/09/21), le « groupe trois » du GIEC-ONU, celui chargé de proposer des solutions au réchauffement climatique alarmant dont le « groupe un » a fait le diagnostic dans son rapport rendu public en août, s'apprête à faire un tournant de 180° dans son rapport prévu pour le mois de mars 2022. Jusqu'ici, ce « groupe trois » plus sous le joug des décideurs politiques que le « groupe un » plus ancré dans les conclusions scientifiques s'en était tenu aux solutions permises par le carcan du marché. Il en était réduit à miser sur l'énergie nucléaire et la gargantuesque géo-ingénierie d'apprenti sorcier, en particulier le captage-séquestration du gaz carbonique cum plantations gigantesques pour la plus grande joie du capital financier à la recherche de nouveaux champs d'accumulation pour se sortir du piège spéculatif le tout à la charge des budgets publics austérisés.

Cette fois-ci, les scientifiques du groupe avec l'appui populaire, d'où la calculée fuite médiatique, pour vaincre la poigne de fer des décideurs qui s'apprêtent à démolir leur proposition veulent mettre de l'avant « *une planification opérant un changement en profondeur des sociétés [... qui] diminuer[a] la consommation d'énergie et des ressources [... ce qui] pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50 à 80% sans nuire à la qualité de vie [à condition] de veiller à une répartition équitable des ressources et d'imposer la justice environnementale, ce qui se traduirait par une baisse de la consommation beaucoup plus prononcée dans les pays riches et chez les privilégiés.* » On recommande une ville de « *densification stratégique* » basé sur le transport actif et en commun et sur le verdissement tout comme une agriculture végétarienne. Il est évident que ce tournant modifie de fond en comble le rapport spécial de 2018 sur le 1.5°C qui tenait pour acquis dans la majorité de ces scénarios le recours à l'énergie nucléaire et au captage-séquestration. Adieu la recommandation de la cible moyenne mondiale de la baisse des GES de 45% par rapport à 2010 pour 2030 en faveur d'une cible beaucoup plus importante basée sur une évidente révolution des rapports sociaux.

La légende urbaine que ce serait plus facile pour le Québec en avance que pour l'Alberta en retard

Plusieurs écologistes du Québec justifient la modestie de la cible intermédiaire du gouvernement du Québec (37.5% pour 2030 par rapport à 1990 ou 2005 car le hasard fait que les niveaux québécois des deux années sont les mêmes) en évoquant qu'à cause de son

hydroélectricité mur à mur, dont d'importants surplus capables d'électrifier tout son système de transport, le Québec est en avance dans la lutte climatique. Le gouvernement du Québec, peu préoccupé de conservation et d'efficacité énergétique, vise d'abord l'exportation de ces surplus malgré l'opposition du peuple innu qui veut une compensation.

C'est aussi oublier que pendant qu'environ 1% de la production hydroélectrique québécoise est déjà vouée à la spéculative création de crypto-monnaie (Régie de l'énergie, [Cryptomonnaies : la Régie de l'énergie rend une décision](#), 28/01/21), Hydro-Québec fait la promotion tambour battant des centres de données (Hydro-Québec, [Bienvenue au centre de données](#), visité le 20/08/21) pour l'établissement desquels les bas tarifs hydro-québécois et le relatif climat froid du Québec sont imbattables et alors que leur progression est mondialement exponentielle (The World Bank, [World Development Report 2021 – Crossing Borders](#) — Growth of global internet traffic in the past 30 years). Faudrait-il sacrifier l'hydroélectricité disponible pour combattre l'effet de serre afin de promouvoir le dernier fétiche technologique de l'hyper-connectivité par le protocole 5G pour le contrôle duquel rivalisent les titans transnationaux de l'internet sur fond de rivalité USA-Chine ?

C'est oublié que le Québec soi-disant exemplaire est un champion mondial par habitant, au même titre que le Canada et les ÉU, des émanations de GES dans le secteur des transports (Climate Watch, [Historical GHG Emissions](#), 18/08/21 et Alexandre Shields, [L'effort climatique du Québec est quasi nul](#), Le Devoir, 19/12/19), que son marché du carbone sur le dos des contribuables les moins fortunés fait atterrir en Californie ou dans les pays du Sud une partie de ses obligations nationales, qu'il est un promoteur d'alumineries, de cimenteries et de développement minier, dont le lithium et le graphite, du nouvel extractivisme tout électrique d'un nouveau régime de croissance changeant tout pour que rien ne change. Et il est faux d'affirmer que c'est plus facile pour l'Alberta que pour le Québec. Au contraire, cela exige de l'Alberta de complètement restructurer son économie ce que le Québec n'a pas besoin de faire. Ce n'est pas pour rien qu'il y a plus de résistance en Alberta et non seulement pour des raisons idéologiques qui sont en grande partie que le reflet de sa réalité économique.

Les grandes lignes d'un plan d'action québécois pour ne pas franchir la hausse de 1.5°C

La cible Solidaire proposée de 45% par rapport à 1990 ou 2005, seulement de 42% par rapport à 2010, est manifestement à rejeter. Rajuster la cible à 67% nécessite cependant de préciser un plan d'action crédible pour ne pas faire partie de la « *bullshit* » dénoncée par Greta Thunberg. Autrement la jeunesse écologique risque de s'apercevoir du démagogique discours du dimanche Solidaire qui dit faire de l'environnement sa priorité et se détourner du parti pour plutôt se laisser séduire par le nouveau parti Climat-Québec de l'ancienne ministre péquiste Martine Ouellet ou tout simplement voter pour le parti abstentionniste. Faut-il préciser que l'atteinte de cette cible globale nécessite de mettre au pas les grandes entreprises par des cibles spécifiques et des échéances obligatoires tout en soutenant financièrement et techniquement les ménages et les petites entreprises. Une telle société suppose qu'elle aura su affronter et vaincre le 1% au contrôle du capital financier.

Pour une baisse de GES de 67% par rapport à 1990 ou 2005 sur l'horizon 2030 il faut une réduction de 54 mégatonnes CO2 équivalent (mtco2é). Il faut donc une mobilisation générale de « temps de guerre », en fait de temps de guerre contre le capitalisme, ce qui nécessite une prise en mains de l'économie par un État démocratisé ayant socialisé les secteurs stratégiques que sont les transports et l'énergie, en grande partie déjà réalisé, mais surtout la Finance ce qui suppose l'indépendance prévue par le programme et la plateforme dans le premier mandat suite à un processus constituant mobilisateur.

Dans ce cadre, éliminer d'ici 2030 les 8 mtco2é du mazout et gaz naturel du résidentiel et commercial est facile. L'analyse de l'École des hautes études commerciales (HEC), limitée par son sacro-saint respect des contraintes du marché, admet que « *[l]es usages "convertibles" représentent 80 % de la consommation totale de gaz naturel au Québec* » (Christophe Bouchet et Pierre-Olivier Pinault, Chaire de gestion du secteur de l'énergie – HEC Montréal, [Les surplus électriques au Québec](#), 2020). Éliminer aussi l'enfouissement des déchets (4 mtco2é). On doit pouvoir réduire de moitié les GES agricoles (4 mgtco2é sur 8) par une transformation partielle vers l'agriculture biologique à compléter d'ici 2040.

Côté alumineries, selon le dossier du Journal de Montréal sur les GES industriels, « *[d]éveloppée au Saguenay–Lac-Saint-Jean par une coentreprise des géants Rio Tinto et Alcoa [avec la collaboration d'Apple], Elysis pourrait permettre de faire disparaître 5 mégatonnes de GES par année de son bilan, soit plus de 6 % des émissions du Québec* » (Annabelle Blais, Charles Lecavalier et Philippe Langlois, [Les défis de quatre secteurs très polluants](#), Journal de Montréal, 20/03/21). Ajoutons 2 mgtco2é pour les deux raffineries à fermer en 2030 sauf pour une production résiduelle en particulier pour les plastiques dont l'usage doit baisser en commençant par l'usage unique. Des 16 à 17 mgtco2é industriels restants, il est raisonnable d'exiger une baisse des deux tiers (11 mgtco2é), de la part « *...[d]es 100 plus grands pollueurs [qui] émettent près de 20 mégatonnes de GES par année, le quart de toutes les émissions de la province.* » L'étude des HEC, avec ses limites de marché, est d'avis que seulement « *35 % de la consommation industrielle est considérée comme "non convertible"* ».

Pour les 20 mtco2é (54 – 34) restants à éliminer, il faut s'attaquer au noyau dur soit le transport qui compte pour des émanations de 36 mgtco2é en 2018. Les véhicules hors route sont soit à éliminer soit à électrifier d'ici 2030 ce qui retranche 5 mgtco2é. Reste à éliminer 15 des 31 (36-5) mgtco2é de GES du transport routier soit un peu moins de la moitié avant 2030 ce qui donne une bonne marge de manœuvre. Pour ne pas aller de Charybde du vieil extractivisme des hydrocarbures au Scylla du nouvel extractivisme du copier-coller tout électrique caquiste il faut substituer à l'auto solo privé, à essence ou électrique, un système de transport en commun gratuit, fréquent, confortable, électrifié, en voie exclusive et sans autre train aérien (REM), sur les actuels autoroutes, boulevards et grandes rues et routes jusqu'au moindre village, complété par des minibus automatiques sur circuits balisés dans les banlieues et un autopartage communautaire électrifié à bon marché, à mettre en place d'ici 2030. Les chemins de fer nationalisés et électrifiés pour les longues distances et divers véhicules électrifiés pour les courtes distances prendront en charge le transport des marchandises.

Reprendre démocratiquement et radicalement la tactique des points saillants de 2018

La tactique des points saillants, mise au point lors de l'élection de 2018, a fait ses preuves. Elle est à reprendre quitte à corriger deux graves défaillances s'entretenant l'une l'autre. Il s'agit de mettre en relief quelques revendications concrètes, simples et démarquant Québec solidaire clairement des autres partis. C'est ce que faisaient la revendication de la demi-gratuité des frais dentaires et du transport en commun et celle de l'ouverture des CLSC ouverts 24/7. Le problème était que ces « axes » n'avaient pas été choisis démocratiquement et n'ouvraient pas de brèches vers une société alternative favorisant plutôt des enjolivements de centre-gauche atténuant le capitalisme néolibéral. Cette fois-ci, il s'agit de reprendre la même tactique gagnante mais annonçant une transition vers une société de prendre soin des gens et de la terre-mère.

Ce sont des engagements concrets et simples à comprendre tout en étant des brèches vers une société alternative pro-climat et pro-biodiversité. À noter que ces sept points saillants sont tous compatibles avec la proposition de plateforme tellement celle-ci, à quelques exceptions près, est construite en généralités peu engageantes afin de ratisser large. La grande exception inacceptable, et elle est de taille, est la cible 2030 de 45%. Ces points saillants sont conçus non pas pour être les têtes de chapitre de la plateforme électorale mais des appels à l'électorat potentiel Solidaire afin de voter pour le parti et de se mobiliser dans la lutte sociale. Il faut les comprendre comme les locomotives pleine vapeur entraînant les wagons de la plateforme sans toutefois heurter de plein fouet l'opinion publique manufacturée, comme le dit Noam Chomsky. Il s'agit de proposer des concrétudes audacieuses ouvrant clairement la voie à une alternative qui rompt avec le capitalisme vert en tenant compte de l'évolution du débat public réellement existant.

POUR UNE RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE (GES) DES DEUX TIERS D'ICI 2030

1. Interdiction de toute exploration, production, transit et exportation d'hydrocarbures

Le Québec n'est une source d'aucun hydrocarbure brut. Ce n'est pas une malédiction mais une chance. Atteindre les objectifs du GIEC d'une hausse de température terrestre d'au maximum 1.5°C, nécessite selon le directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AEI) « *[a]u-delà des projets déjà engagés en 2021, [qu']il n'y a[it] pas de nouveaux projets d'exploitation gazière et pétrolière dans notre plan de match.* » Le Québec n'est pas non plus une passoire pour le pétrole bitumineux et le gaz naturel de fracking du Canada. Ce type de gaz naturel n'est pas un substitut moins polluant surtout quand on prend en considération les émanations de méthane, généralement sous-évaluées, qui s'en dégagent.

2. Un système de transport supprimant l'auto solo privé et le camionnage lourd marchand :

- **Système public de transport en commun gratuit, fréquent, confortable, électrifié, en voie exclusive et sans autre REM, sur les actuels autoroutes, boulevards et grandes rues et routes jusqu'au moindre village, complété par des minibus automatiques dans les banlieues et un autopartage communautaire, à mettre en place d'ici 2030.**

- **Transport lourd des marchandises par chemin de fer nationalisé et hydro-électrifié (Canadien National, Canadien Pacifique...) et celui léger par des véhicules hydro-électrifiés**
- **Fabrication du matériel roulant au Québec.**
- **Non au troisième lien de Québec et à la construction du REM de l'Est.**

Pour réduire des deux tiers d'ici 2030 par rapport à 1990 ou 2005 les émanations de gaz à effet de serre produits au Québec, le mouvement écologiste doit zoomer avant tout le secteur des transports qui compte pour 45% des émanations annuelles de GES, dont 36% pour le sous-secteur routier, sans compter les GES non comptabilisés du transport international aérien et maritime (et sans tenir compte non plus, à ne pas oublier, des GES importés pour la consommation de masse). C'est d'autant plus la priorité que les émanations annuelles du secteur transport sont en hausse rapide ayant crû du tiers depuis 1990 pendant que celles du secteur industriel, au second rang, ont baissé du quart à cause du décrochage relatif de l'économie québécoise de la transformation primaire des ressources naturelles.

Le plan de relance de la CAQ est axé, pour le domaine du transport, sur l'extension-élargissement des autoroutes dont le troisième lien dans la région de Québec et un système de transport en commun basé sur le très dispendieux train aérien REM, dans le Grand Montréal, structuré en mode PPP. Le REM, aux dires mêmes de ses promoteurs de la Finance, réduit à peine les GES tout en imposant une tarification anti-sociale. En sus, il abandonne la trame urbaine aux autos solos privés à essence devenant de plus en plus électriques ce qui donne libre cours à l'énergivore et anti-agriculture / anti-forêt étalement urbain. S'ensuit, causée par l'électrification grassement subventionnée des véhicules privés, une multiplication déjà amorcée de mines à ciel ouvert de lithium, de graphite, de nickel et autres métaux et terres rares sur le dos des peuples autochtones et aux dépens de la nature.

En plus l'antagonisme ÉU-Chine désigne le Canada plus que jamais comme pourvoyeur et réserve stratégique extractiviste de son voisin du sud avec cette fois-ci le Québec jouant un plus grand rôle peut-être devenant le nouvel Alberta du nouvel extractivisme de l'hydroélectricité et des minerais stratégiques pour batteries et énergies renouvelables.

3. Embauche immédiat de 250 000 personnes dans les services publics et le travail communautaire. Nationalisation / démocratisation des CHSLD privés, RI et RPA

L'IRIS, le principal think-tank de gauche du Québec, invite à créer 250 000 emplois dans les secteurs public (et communautaire) car « *[u]ne politique d'embauche massive au Québec permettrait à la fois de mieux répondre à des besoins essentiels et de contribuer à une relance économique qui profite à tous et toutes. [...] Cette approche lui permettrait à la fois de mieux répondre à ses missions essentielles en amorçant une véritable transformation socio-économique.* » [...] *Si l'on additionne l'ensemble de ces besoins et possibles intégrations d'emplois au secteur public, on atteint un chiffre qui avoisine les 250000.* (Je souligne) *Nul besoin de chercher longtemps si l'on veut identifier des besoins actuellement non comblés et face auxquels l'État peut et devrait intervenir.* (Guillaume Hébert, [Le gouvernement doit créer des emplois dans le secteur public](#), IRIS, 11/11/20)

Cette embauche mobilisera le mouvement des femmes par son écoféminisme car le « prendre soin » (care) socialisé libère de l'esclavage domestique. Côté énergie, le « prendre soin » des gens requiert de l'énergie humaine et non fossile tout en créant de solidaires rapports sociaux loin du déshumanisant travail à la chaîne ou en isolation devant son écran ce qui induit la compensation consumériste de la consommation de masse et du divertissement.

Cette embauche massive mobilisera le mouvement syndical par son potentiel de plein emploi écologique ce qui atténuera la méfiance populaire envers l'immigration, en particulier envers celle des personnes réfugiées qui fuient plus que jamais catastrophes climatiques, guerres, misère et persécution. En leur montrant qu'elles sont l'épine dorsale de l'alternative de la relance, cette revendication mobilisera en particulier le demi-million de personnes syndiquées du secteur public laissées sans perspective autre que le retour de l'austérité.

Un tel engagement, en plus d'inviter à un appui de la population en général qui aspire profondément à une bonification des services publics, induit d'indispensables hausses salariales afin de recruter et retenir la main-d'œuvre. Pour recruter 10 000 préposées dans les CHSLD en 2020, il a bien fallu augmenter leurs salaires! C'est ainsi qu'on arrête la saignée vers le privé que souhaite le gouvernement en louant les dit anges gardiens tout en continuant à les appauvrir.

4. Construction annuelle de 10 000 logements sociaux écoénergétiques, et rénovation écoénergétique de tous les bâtiments actuellement climatisés à l'énergie fossile d'ici 2030, combinée à un obligatoire contrôle des loyers

L'exacerbation de la crise du logement dans tout le Québec, au-delà des revendications de contrôle des loyers et de la spéculation immobilière rappelle que le droit au logement devrait être plus important que le droit de propriété. Cela signifie revenir en force avec la revendication phare du FRAPRU pour la construction minimale de 10 000 logements sociaux écoénergétiques par année, soit 20% de la construction totale annuelle de logements. La lutte pour le logement en serait ainsi articulée avec celle climatique tout en diminuant la pression de la demande sur le marché du logement.

La rénovation écoénergétique de tous les bâtiments climatisés à l'énergie fossile permet des réductions évidentes et faciles d'émissions de GES tout en créant des emplois socialement et écologiquement utiles pour les gens de la construction au lieu de construire d'antisociaux et antiécologiques condos de luxe, maisons surdimensionnées, troisième lien et REM.

5. Respect de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) garantissant leur consentement préalable et éclairé pour tous les projets d'extraction des ressources naturelles sur leurs territoires historiques, dont la forêt et les mines, tout en favorisant un modèle coopératif pour l'exploitation des ressources

Contrairement à la CAQ qui récuse la DNUDPA, les Libéraux fédéraux (et le NPD de la Colombie britannique) la reconnaissent mais ne l'appliquent pas en particulier son article 32.2 qui donne un clair droit de veto aux nations autochtones eu égard à la disposition de leurs ressources naturelles sur leurs territoires historiques. L'application effective de la DNUDPA bloquerait le passage du gazoduc sur le territoire de la nation Wet'suwet'en en Colombie britannique comme il l'aurait fait pour le gazoduc de GNL-Québec depuis que « *[l]es conseils des Premières Nations*

de Mashteuiatsh, au Lac-Saint-Jean, et d'Essipit et Pessamit, sur la Côte-Nord, ont fait connaître leur position » (La Presse, [Les Innus disent non au projet GNL Québec à Saguenay](#), 12/05/21).

Pendant un mois, durant l'automne 2020, les Anishinabe ont bloqué les routes forestières de la Réserve faunique La Vérendrye pour interdire la chasse à l'orignal. Aucun parti de l'Assemblée nationale n'avait appuyé leur demande de moratoire pourtant conforme à la DNUDPA. Une coalition atikamekw / innu / non-autochtone ayant la sympathie du vice-chef du conseil de bande de Manawan a fait un blocage routier contre les coupes à blanc et le projet de mine de graphite en Matawinie. « *Le groupe demande un moratoire de cinq ans sur les coupes forestières [... et dénonce] la création d'une mine de graphite qui a reçu l'aval du gouvernement du Québec au début du mois de février.* » (Radio-Canada, [Des militants autochtones bloquent une route pour s'opposer à un projet minier](#), 2/03/21)

Les peuples autochtones, en autant qu'ils ont l'appui ferme, non-équivoque et mobilisé de significatives forces politiques et sociales non-autochtones leur permettant de ne pas être socialement écrasés par leur dépendance économique et politique vis-à-vis les gouvernements coloniaux, ce qui les oblige à des choix déchirants entre leurs intérêts à court et ceux à long terme et qui souvent corrompent leurs élites affairistes et politiques, sont les meilleurs gardiens et protecteurs de nos forêts et grands espaces non encore saccagés par la dite civilisation occidentale. Les peuples autochtones sont au cœur de la lutte contre le nouvel extractivisme de l'électrification de l'accumulation du capital et de la consommation de masse tout comme de l'ancien assis sur les hydrocarbures. Cette lutte conjointe ouvre la porte à une utilisation écologique de ces ressources par des coopératives libérées de la mainmise capitaliste.

6. Pour amorcer le passage vers une agriculture biologique et végétarienne à compléter d'ici 2040, intensification du soutien gouvernemental, financier et technique, aux fermes familiales et coopératives pour interdire le recours aux OGM, glyphosate et néonicotinoïdes d'ici 2030.

La nocivité écologique et sanitaire des OGM, glyphosate et néonicotinoïdes n'est plus à prouver. Tous ces produits d'apprentis-sorciers ont été mis au point et promu par une poignée de transnationales agro-industrielles afin d'induire des méthodes de production antiécologiques de monoculture épuisant la terre, polluant les cours d'eau et rendant dépendant, parfois même légalement, la ferme familiale et coopérative de leurs produits manufacturés en exclusivité.

7. Imposition de 100% des surprofits et revenus extra dus à la pandémie et une réforme fiscale imposant le patrimoine, le capital, les profits et les revenus élevés au niveau de l'effort fiscal pré-néolibéral des années 1970

Le plan de relance postpandémique de gauche rejette le retour à la dite normale néolibérale afin d'arrêter la dynamique exponentielle de la terre-étuve. Il veut lui substituer une économie de prendre soin des gens, complément du prendre soin de la terre-mère. Ainsi convergeraient plein emploi écologique, écoféminisme et vision autochtone. Cette transition d'un paradigme d'une économie dont le but est le profit à une économie basée sur la satisfaction des besoins populaires non biaisés par la concurrence de tous contre toutes et par la domination et le lavage de cerveau du marketing-publicité exige un virage drastique de l'usage de l'épargne nationale. On peut même penser que la socialisation de toute la Finance serait nécessaire.

Immédiatement par simple décence morale mais aussi pour s'insurger contre l'édification de super-monopoles mondiaux à la GAFAM et Walmart, mais aussi bien d'autres méconnus, capables de faire chanter maints États dont le Canada et qui se sont enrichis grâce aux malheurs pandémiques, l'imposition de 100% de leurs surprofits pandémiques va de soi. C'est l'équivalent d'imposer les profits de guerre. Mais pourquoi se contenter d'un expédient temporaire alors qu'il faut changer le monde. Il faudrait au moins dans un premier temps revenir à la structure d'imposition pré néolibérale gagnée par les luttes sociales des « trente glorieuses » 1945-1975. Il s'agit moins de financer de très dispendieux investissements sociaux car ceux-ci sont moins chers qu'il n'y paraît que d'empêcher le capital de lester le peuple travailleur d'un endettement faramineux pour rentabiliser des investissements anti-sociaux tels troisième lien, REM et électrification des autos solos privés sans compter la technologie apprenti-sorcier de la captation et de la séquestration des GES émanant des centrales thermiques.

La lutte indépendantiste est indispensable pour vaincre le mur du « cadre financier »

On peut s'interroger sur l'implicite pression fiscale — la fameuse contrainte du « cadre financier » — qui pousse à liquider ou à édulcorer les engagements électoraux. Comment faire sauter cette contrainte autrement que par la mise en cause du carcan du libre-échange, plus particulièrement de la libre circulation des capitaux, lequel bien sûr ne s'applique pas aux grandes puissances dont le Canada et encore moins le Québec font partie ? Autrement pendra toujours au bout du nez la menace de la grève des investissements et de la fuite des capitaux. C'est ici que rentre en ligne de compte comme moyen terme la lutte indépendantiste comme libération nationale vis-à-vis le « *Quebec bashing* », dont on a constaté toute la force durant l'élection fédérale de 2021, conjuguée à l'émancipation sociale vis-à-vis l'axe financier-pétrolier Toronto-Calgary et ses sous-tapis québécois. Certes, l'indépendance nationale n'est pas un *Deus ex machina* pour ce faire, comme le prouve la soumission de l'écrasante majorité des États indépendants au capital financier, mais elle est le moyen terme québécois dans sa trajectoire historique pour y arriver, soit en entraînant les autres soit en prolongeant un mouvement préexistant.

C'est dans cet esprit de mobilisation libératrice-émancpatrice que s'inscrivait la lutte indépendantiste d'il y a un demi-siècle. En fut le pinacle la grève générale de 1972 dont on commémorera le cinquantenaire durant l'année électorale 2022. Ce tsunami n'ayant pu briser l'axe « *Quebec basher* » Ottawa-Toronto, il s'est échoué sur le stagnant rivage électoraliste du PQ en 1976. Celui-ci après avoir tétanisé l'indépendance libératrice-émancpatrice par une alliance droite-gauche néolibérale s'enlisant dans la quadrature du cercle qu'est la souveraineté-association / beau risque / souveraineté-partenariat / conditions gagnantes l'a finalement corrompue par le nauséabond nationalisme identitaire de la Charte des valeurs.

Aujourd'hui, la CAQ ferme le cercle en réincarnant un néo-duplessisme à saveur de Grande noirceur. La conséquence tragique en est le rejet de l'indépendance par la majorité de la jeunesse tant celle globaliste au goût du jour que celle internationaliste dégoûtée du racisme et du sexisme (et qui malheureusement confond race et langue au lieu de connecter biodiversité et diversité linguistique). Ce qui mobilise la jeunesse n'est plus le combat d'antan pour la loi 101,

malgré la précarité croissante du français surtout à Montréal, mais la lutte pour sa survie au sein d'un monde recivilisé en société écoféministe de prendre soin des gens et de la terre-mère.

Il n'en tient qu'à Québec solidaire de reconstruire la liaison stratégique du XXI^e siècle entre libération nationale — la lutte pour l'indépendance nationale — et émancipation sociale — la lutte pour la survie de la civilisation et peut-être de l'humanité. Aujourd'hui, la lutte indépendantiste doit se rendre indispensable à la lutte climatique.

Marc Bonhomme, 19 septembre 2021 et augmenté le 28 septembre 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca